

Un dialogue de raison pour sauvegarder notre « camerounité »!
Boulou Ebanda nya Bedi, Ph.D.
Professeur titulaire et Directeur de recherche
Université d'Ottawa (Canada)

L'engagement de la communauté internationale, des Nations unies à l'Union africaine, mais aussi d'importants acteurs politiques déclarés comme Me. Akere Muna et le Pr. Maurice Kamto pour un dialogue national servant à la résolution de la crise politique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest sont des démarches qu'il faut soutenir et encourager. Dans son appel au dialogue, le Chef de l'État a par ailleurs circonscrit les contours des sujets à débattre et a fait appel à tous les citoyens camerounais, incluant ceux et celles de la Diaspora. C'est dire, *a priori*, une admission du caractère sérieux de ce problème. Et c'est dans ce cadre, justement, que je me permets d'émettre l'avis qui suit.



(Photo © FA, Université d'Ottawa, 2019)

Les conditions de réussite du dialogue national sur la crise anglophone au Cameroun, requièrent, inéluctablement, une structure multisectorielle (vu la pluralité des enjeux, économiques, culturels et politiques) mais aussi micro-locale étant donné le nombre d'acteurs impliqués avec des plaies émotives importantes, issues de cette crise. Alors que sur les plans multisectoriels le travail doit surtout s'orienter vers la recherche des solutions sociétales concrètes – par exemple, un plan de dé-marginalisation des admissions dans la fonction publique... l'instauration d'un bilinguisme réel dans les productions de l'État... l'augmentation des journalistes de langue anglaise dans les médias publiques, etc. Ici, on s'orienterait vers le moyen et le long terme pour implémenter de véritables politiques multiculturelles, le plus souvent pour « réparer » les lacunes et autres dysfonctionnements admis.

Sur les plans micro-locaux, le politique s'engagerait de front dans la reconnaissance des revendications exprimées, par exemple, celle d'admettre que le Sud-ouest et le Nord-ouest seraient des « nations » distinctes à l'intérieur de l'État nation, si tel était le sujet de ces revendications à la table du dialogue. Cette réponse a valeur de guérison immédiate, car elle apporterait un soulagement direct aux acteurs locaux qui se sentiront écoutés et compris. L'exemple de multiples micro-nations formant l'État nation du Canada peut devenir un modèle intéressant à suivre ici. En effet, le Canada est non seulement constitué des Premières nations ayant des revendications historiques dont certaines datent d'avant la création de cet État fédéré en juillet 1867, mais aussi d'une « Nation linguistico-culturelle distincte » qui est celle du Québec dont une minorité politique – comme au Cameroun – se revendique encore du courant indépendantiste. Ici, c'est donc une démarche de reconnaissance politique, une inscription des différences culturelles nationales dans la symbolique même de l'État nation qui devient nécessaire. Le symbolique est fort!

Dans un dialogue de raison entre le gouvernement représentant un État-nation et une multitude d'acteurs, ces deux étapes doivent être définies de manière claire et doivent être appliquées de front, comme règle du jeu primordiale. Je ne pourrais terminer sans insister, pour les toujours va-t-en guerre à tout pris de notre pays surtout, que depuis la création des États nations au 19^{ème} siècle, rares sont des mouvements « autonomistes », « indépendantistes » ou « sécessionnistes » qui ont réussi à diviser un État constitué. Ces mouvements, faut-il se le rappeler, ne sont pas le propre du Cameroun, ils sont actifs partout, dans presque chaque pays du monde. Du Canada (Québécois, Albertain, Terre neuve...) à la France (Corse, Breton, Basque...), de la Chine (Tibétain, Ouïghour...) au Mexique (Chiapas, Maya...), de l'Espagne (Catalans, Basques...) aux États Unis d'Amérique (Ligue du sud, Alaska, Vermont...), en Inde, en Allemagne, au Danemark et même en Finlande, etc. ils revendiquent tous souvent au moins trois choses : (1) plus d'autonomie par rapport à l'État central; (2) un nouveau de pacte de gouvernance, ou une nouvelle confédération; et, plus souvent, aussi (3) une autodétermination, la sécession ou l'indépendance de la nation constituée. Dans le continent africain, du Maroc à la Somalie, de l'Éthiopie à l'Afrique du Sud en passant par le Mali, le Sénégal et aujourd'hui le Cameroun, ces mouvements n'ont jamais réussi à diviser une nation constituée sans passer par un dialogue inclusif, même dans les cas du Soudan du Sud et de l'Érythrée. Et nous savons pourquoi ces deux cas sont exceptionnels. La création du Soudan du sud est le résultat d'une double conjonction au moins: d'une part, un investissement géostratégique soutenu des États-Unis d'Amérique qui datait des années 80, à l'ère de Ronald Reagan, et d'autre part du fait d'une disjonction géoculturelle claire entre deux peuples, plus de 12 millions de sudistes négro-africains, animistes et chrétiens marginalisés et dominés par une majorité arabo-musulmane nord-soudanaise. Idem dans le cas de l'Érythrée, d'où il s'agissait d'un territoire historique, annexé par l'empire éthiopienne d'Hailé Sélassié au départ des Britanniques et Italiens vers les années 50, résultant en une fédération forcée qui n'avait pas tenue compte, comme au Soudan du sud, d'un peuple ici de plus de 4 millions d'habitants pourvus d'une histoire culturelle bien ancienne et bien différentes et dont les indices tiraient leurs sources des siècles avant notre ère. L'Érythrée finira enfin par obtenir son divorce de l'Éthiopie en 1993.

En dehors de ces deux cas, aucun autre mouvement indépendantiste actif sur le continent Africain n'a réussi à diviser un État-nation constitué, du Zululand au Katanga en passant par la Casamance (et même dans une certaine mesure, aussi, au Sahara occidental dont le Front Polisario revendique l'indépendance du Royaume du Maroc depuis les années 70). De tous ces mouvements, nous pouvons apprendre que seul un « dialogue de raison » et non la « force des armes » a toujours permis de dénouer la crise à l'intérieur et dans le cadre de l'État-nation. De tous ces exemples, nous avons aussi appris que ces dialogues de raison requièrent, le plus souvent au moins, trois choses : (1) le RESPECT mutuel des acteurs (2) l'OUVERTURE vers des positions divergentes; enfin (3) il est dit que la réussite de tout dialogue en état de crise demande que le politique – le gouvernement – adopte une position d'ÉCOUTE véritable.

Ainsi donc, nous pouvons dire que l'objet d'un dialogue national est avant tout celui de sauver l'État-nation et rien d'autre. Il faudra donc dès le départ, non seulement

reconnaître qu'il s'agit de traiter de la citoyenneté, d'un élément essentiel à tous, mais aussi de maintenir une cohésion sociale... de s'écouter de s'ouvrir et de s'accepter de part et d'autre, QU'ON PUISSE ÊTRE EN DÉSACCORD SANS ÊTRE DÉSAGRÉABLE, les uns envers les autres. Dans un dialogue de raison, les sentiments ont lieu d'être, mais ceux-ci sont circonscrits par la raison citoyenne, par la primauté de notre « camerounité ». J'ai plusieurs fois suggéré la naissance d'une 3^{ème} République du Cameroun, celle de notre « camerounité » aujourd'hui encore immature, vierge, quasiment inexplorée. En effet, comme dans tous les États nations modernes, quand le peuple met en avant la primauté de sa citoyenneté, il ne se représenterait plus comme un groupuscule d'individualités, un ramassis de tribus et de régions dont le politique devrait ensuite faire jouer des tours d'équilibriste pour maintenir un semblant d'équilibre. Au contraire, les États nations modernes sont constitués, sans exception, de véritables communautés imaginaires ou « communautés imagées » dirait Benedict Anderson. Un sentiment d'appartenance nationale qui fait que des Camerounais qui ne se connaissent pas et qui vont sûrement passer toute leur vie sans jamais se rencontrer puissent s'identifier, corps et âme, à un même idéal citoyen, à une CAMEROUNITÉ FONDAMENTALE. Dans cette 3^{ème} République ainsi idéalisée, il n'y aura plus d'anglophones et de francophones, plus de bamilékés, plus de nordistes... Il y aura des Camerounais, comme il y a des Français, des Américains, des Allemands, des Chinois malgré des résistances internes en France, en Amérique, en Allemagne et en Chine.